

**EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC EN 2005
ET PERSPECTIVES POUR 2006
(mise à jour du 25 juillet 2006)**

Au cours de sa séance du 27 mars 2006, le Conseil d'Administration avait pris connaissance des estimations relatives à la situation économique et financière des Etats de la CEMAC en 2005 et des perspectives pour l'année 2006.

Sur la base des informations et des données disponibles à l'époque, fournies par les différentes administrations et les grandes entreprises, notamment pétrolières, les principaux résultats pour 2005 et 2006 se présentaient comme suit :

- la croissance du PIB, en termes réels, était estimée à 3,9 % en 2005 et à 4,4 % en 2006 ;
- le taux d'inflation, en moyenne annuelle, ressortait à 2,8 % en 2005, avec une prévision de 1,5 % en 2006 ;
- l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, était évalué à 9,2 % du PIB en 2005, et devrait se fixer à 8,3 % en 2006 ;
- enfin, l'excédent du compte courant se consoliderait, passant de 3,3 % du PIB en 2005 à 5,3 % un an plus tard.

Ces résultats ont été actualisés par les services de la Banque, en collaboration avec les services des Administrations économiques et financières nationales, au cours de la tournée de programmation monétaire effectuée entre avril et juin 2006 dans les Etats.

Pour 2005, la croissance du PIB réel s'est chiffrée en définitive à 4 %, le taux d'inflation est estimé à 2,9 % et l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a été révisé, s'élevant à 8,2 % du PIB, au lieu de 9,2 %. Quant au solde du compte courant, il serait déficitaire de 0,6 % du PIB du fait de la révision à la baisse de l'excédent commercial, en raison d'une évolution moins rapide des prix à l'exportation (+34,3 % au lieu de +36,2 % initialement estimé), conjuguée à une progression plus forte des importations.

Pour l'année 2006, selon les tendances observées au cours du premier semestre, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une hausse attendue du **PIB réel** de l'ordre de **4,3 %** contre 4 % en 2005. Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 1,7 %.

Les principales hypothèses à la base de ces projections ont trait :

- *Au niveau de l'environnement international* [\[1\]](#) à : (i) une croissance mondiale soutenue ; (ii) la poursuite du resserrement des politiques monétaire et budgétaire dans les principaux pays industrialisés ; (iii) un maintien des cours du pétrole brut à des niveaux élevés ; (iv) une orientation à la hausse des prix de la plupart des autres matières premières ; et (v) une stabilisation du cours du dollar américain. Dans l'ensemble, le cours du baril du pétrole et les prix des produits de base hors pétrole augmenteraient respectivement de 24,6 % et 10,2 %, tandis que le taux de change du dollar américain évoluerait autour de 528 francs CFA ;
- *Au plan sous-régional*, ces projections procèderaient d'une progression de 3,7 % de la production pétrolière (59,2 millions de tonnes en 2006 contre 57,1 millions en 2005), de la bonne tenue du secteur non pétrolier et de la poursuite des réformes macro-économiques et structurelles par les Etats avec le soutien de la communauté financière internationale.

L'assainissement des **finances publiques** se poursuivrait. L'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, se situerait à 10 % du PIB en 2006 contre 8,2 % un an plus tôt. Cette évolution découlerait essentiellement de l'augmentation des recettes pétrolières ainsi que de la

mise en œuvre de mesures de consolidation des rendements fiscaux dans la plupart des pays membres.

Le solde du **compte extérieur courant** deviendrait positif, s'établissant à 3,8 % du PIB en 2006, contre un déficit de 0,6 % du PIB en 2005, grâce au raffermissement de l'excédent commercial, en relation essentiellement avec la hausse des ventes de pétrole brut, qui compenserait largement la progression des importations.

S'agissant de **l'endettement extérieur**, la consolidation de la situation des finances publiques se traduirait par une baisse du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires, qui reviendrait de 19,6 % en 2005 à 15,4 % en 2006. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services non facteurs et celui de l'encours de la dette sur le PIB s'amélioreraient pour se situer respectivement à 6,8 % et 34,2 % en 2006, contre 9 % et 42,6 % en 2005.

La présente note examine les **perspectives pour 2006**, en mettant l'accent sur les secteurs réel, budgétaire et extérieur.

A. EVOLUTION DU SECTEUR REEL

En 2006, la situation macroéconomique dans la CEMAC serait caractérisée par la poursuite d'une croissance économique soutenue et légèrement supérieure à 2005, du fait essentiellement de l'orientation à la hausse de la production pétrolière dans tous les pays producteurs, à l'exception du Tchad, et du dynamisme de la demande intérieure. La hausse du PIB réel s'établirait à 4,3 %, contre 4 % en 2005.

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier atteindrait 5,3 % en 2006, contre 3,5 % en 2005, tandis que celui du secteur non pétrolier se stabiliserait à 4,1 % comme en 2005.

En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'élèverait à 0,8 % en 2006 (contre 0,5 % un an plus tôt), et celui du secteur non pétrolier à 3,5 %, comme en 2005.

Par pays, ce résultat procèderait de la poursuite de l'expansion de l'activité économique en Guinée Equatoriale (+8,2 %) et au Congo (+7,9 %), d'une croissance économique soutenue, bien qu'en recul par rapport à l'année 2005 au Tchad (+4 %), de la consolidation de la croissance au Cameroun (+3,7 %) et en République Centrafricaine (+3 %) ainsi que de la stabilisation du niveau de l'activité économique au Gabon (+3 %).

Les tensions inflationnistes progresseraient avec une hausse de l'indice des prix à la consommation de 3,1 % en moyenne annuelle en 2006, contre 2,9 % un an plus tôt.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Cameroun ⁽¹⁾	4,7	4,0	4,2	3,6	2,4	3,7
République Centrafricaine	2,7	0,3	-4,6	3,5	2,8	3,0
Congo	3,8	4,6	0,7	3,6	8,4	7,9
Gabon	2,5	-0,3	2,2	1,4	3,0	3,0
Guinée Equatoriale	67,8	20,2	14,0	29,4	8,3	8,2

Tchad	11,5	8,5	14,3	34,1	8,4	4,0
CEMAC	6,4	4,1	4,2	6,9	4,0	4,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002

1.- EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

En 2006, le principal moteur de la croissance économique resterait la **demande intérieure**, qui participerait à hauteur de 8,5 points, en liaison principalement avec la vigueur de la consommation privée et la reprise des investissements du secteur public. En revanche, la **demande extérieure nette** obérerait la croissance, sous l'effet essentiellement d'un accroissement notable des importations.

Tableau 2 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle

(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Produit intérieur brut	6,4	4,1	4,2	6,9	4,0	4,3
Demande intérieure, dont :	12,4	5,9	4,0	5,2	10,2	8,5
Consommation totale	4,5	6,1	1,6	3,6	6,5	4,2
Consommation publique	1,0	0,6	-0,6	0,3	1,0	0,8
Consommation privée	3,5	5,5	2,2	3,3	5,5	3,4
Investissements bruts	7,9	-0,2	2,4	1,6	3,7	4,3
Investissements publics	1,1	0,0	-0,3	1,5	0,1	2,3
Investissements privés	7,1	-0,1	2,7	0,2	3,7	2,2
Secteur pétrolier	3,3	-2,5	2,9	-0,1	2,9	1,2
Secteur non pétrolier	3,8	2,4	-0,2	0,3	0,8	1,0
Variation des stocks	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Demande extérieure nette, dont :	-6,0	-1,8	0,2	1,7	-6,2	-4,2
Exportations des biens et services non facteurs	1,1	1,1	1,8	3,6	0,8	1,0
Importations des biens et services non facteurs	-7,1	-2,9	-1,6	-1,9	-7,0	-5,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

a.- La consommation globale

La **consommation globale** contribuerait à la croissance à hauteur de 4,2 points, soutenue principalement par la fermeté de sa *composante privée*. Cette évolution favorable des dépenses des ménages serait liée en zones urbaines, à la poursuite du paiement de la dette intérieure au Cameroun, au Congo et au Gabon, aux recrutements dans les secteurs prioritaires notamment l'éducation, la santé, l'environnement et la forêt dans tous les pays membres, à l'exception de la République Centrafricaine et de la Guinée Equatoriale, à la régularisation progressive du rythme de règlement des salaires des agents de l'Etat, particulièrement en République Centrafricaine et au Congo, et à la poursuite des créations d'emplois dans les secteurs des hydrocarbures, du bâtiment et des travaux publics, de l'agro-industrie et de l'industrie du bois, notamment en République Centrafricaine, au Congo et au Gabon. En milieu rural, la consommation privée serait soutenue par l'accroissement des revenus des paysans, du fait de la fermeté de la demande de produits vivriers et maraîchers dans les grandes villes, ainsi qu'au maintien à un niveau rémunérateur des prix d'achat aux planteurs de cacao et de café.

Le concours de la *consommation publique*, évalué à 0,8 point, serait imputable à l'augmentation des dépenses courantes primaires, notamment des dépenses de biens et services, en liaison avec les échéances électorales au Tchad et l'utilisation plus intense des ressources d'allègement de la dette dans les secteurs prioritaires, après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE au Cameroun. En outre, la masse salariale de la fonction publique continuerait à progresser dans la plupart des pays, avec des hausses prévues de 6,8 % au Cameroun, 3,1 % au Congo, 1,8 % au Gabon, 6,3 % en Guinée Equatoriale et 18,6 % au Tchad. Par contre, les dépenses au titre des traitements et salaires régresseraient de 10,7 % en République Centrafricaine, en rapport avec les abattements de salaires et la suspension de tout recrutement additionnel dans la fonction publique.

b.- Les investissements bruts

Les **investissements bruts** contribueraient à la croissance à hauteur de 4,3 points en 2006, contre 3,7 points en 2005, du fait de l'accroissement des dépenses d'équipement tant du secteur public que du secteur privé pétrolier et non pétrolier.

En effet, les *investissements publics* soutiendraient la croissance à concurrence de 2,3 points, en relation principalement avec les décaissements des fonds PPTE au Cameroun et des surplus des revenus pétroliers au Congo et au Tchad, destinés à financer les dépenses en capital dans les secteurs prioritaires. Ces ressources seraient consacrées à la mise en œuvre des grands travaux de l'Etat en matière d'infrastructures routières, d'édification de nouveaux établissements scolaires, de réhabilitation d'hôpitaux et de centres de soin de santé primaire, de développement des réseaux électriques et hydrauliques, de modernisation des systèmes de télécommunications, ainsi que de réaménagement de sites portuaires et aéroportuaires.

Le concours de la *formation brute de capital fixe du secteur privé non pétrolier* serait de 1 point, compte tenu de l'acquisition et du renouvellement de l'outil de production dans les secteurs d'électricité, d'eau et des industries manufacturières dans tous les pays membres, de l'accroissement des capacités de production des entreprises des bâtiments et travaux publics, notamment en Guinée Equatoriale, de la réalisation des projets d'implantation et d'extension d'usines de transformation de bois, en particulier au Congo, ainsi que de l'extension des réseaux de la téléphonie mobile dans tous les pays.

Les *investissements privés du secteur pétrolier* participeraient positivement à la formation de la croissance à hauteur de 1,2 point, en liaison avec : (i) les travaux de prospection, de développement et de production dans les bassins de Rio Del Rey et de Douala-Kribi/Campo, ainsi que la maintenance du pipeline Doba-Kribi, au Cameroun ; (ii) la poursuite des programmes de recherche et d'exploration (forage en mer très profonde grâce au recours à de nouvelles technologies, campagne sismique sur le champ Mboundi, exploration sur le permis de la Noubi et travaux de recherche d'exploration sur le

permis Kouilou) et l'accélération des programmes de développement (champs Moho-Bilondo, Awapaloukou et Masseko) et d'exploitation avec les investissements visant à stabiliser la production ou à limiter le déclin naturel des anciens champs, au Congo ; (iii) le forage de 26 puits pour l'exploration et l'appréciation, et la poursuite des travaux d'exploration sur Etame, Avouma, Ebouri et Tchibala sud ainsi que sur les nouveaux champs tels que Mutamba et Iruru, au Gabon ; (iv) le développement de nouveaux blocs marins (G et I), en Guinée Equatoriale ; et (v) la poursuite des travaux d'exploration dans la zone du Lac Tchad, ainsi que la recherche de nouveaux gisements dans les bassins de Bongor, Krim Krim, à l'est du bassin de Doba et dans la zone de Kyabé, au Tchad.

En définitive, le taux d'investissement brut dans la CEMAC se situerait à 25,3 % du PIB en 2006, contre 26,4 % un an plus tôt.

c.- La demande extérieure nette

La **demande extérieure nette** pèserait sur la croissance à hauteur de 4,2 points, à cause de la participation négative de 5,2 points des *importations de biens et services*, en rapport avec l'accroissement des commandes à l'extérieur dans le cadre des projets des secteurs pétrolier, industriel, forestier et public. Cette évolution serait néanmoins tempérée par un apport positif des *exportations de biens et services* (1 point), avec notamment la consolidation des ventes à l'extérieur de pétrole, de bois, d'aluminium, de caoutchouc naturel, de diamants, de manganèse et de méthanol.

2.- EVOLUTION DE L'OFFRE GLOBALE

Du côté de l'offre, la croissance serait essentiellement soutenue par le secteur non pétrolier (3,5 points), l'apport du secteur pétrolier étant évalué à 0,8 point.

Dans le **secteur primaire**, la branche de *l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche* fournirait 2,8 points à la croissance, sous l'effet principalement du redressement des cultures vivrières et maraîchères, lié à l'accroissement des superficies cultivées au Cameroun et à des conditions climatiques favorables, à la reprise des travaux champêtres grâce au retour sur site des populations déplacées ainsi qu'au délaissement des cultures de rente par les cotonculteurs et les caféculteurs en République Centrafricaine. Par ailleurs, cette branche d'activité devrait bénéficier de l'appui des bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, notamment au Cameroun et en Guinée Equatoriale, dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration nutritionnelle des populations, ainsi que des conditions de transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage. En définitive, la production vivrière augmenterait de 4,1 %, passant de 10 850,6 milliers de tonnes en 2005-2006 à 11 297,4 milliers de tonnes au cours de la période 2006-2007.

Au niveau des *cultures de rente*, les récoltes de café, de coton et de caoutchouc naturel enregistreraient une hausse attribuable à la reprise des cours sur le marché international, à la revalorisation des prix d'achat aux planteurs et aux opérations de régénération et d'extension des plantations. En effet, la collecte de café, de coton et de caoutchouc naturel augmenterait respectivement de 1,8 %, 8,7 % et 3,9 % pour se fixer à 46 000, 189 500 et 42 500 tonnes. En revanche, la récolte de cacao régresserait de 9,8 %, à 172 800 tonnes, et celle de bananes reviendrait de 270 800 tonnes en 2005 à 266 700 tonnes en 2006 (-1,5 %).

Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel

(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006

					Estim.	Prév.
Secteur primaire	1,2	0,5	1,8	3,8	1,0	3,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,7	0,7	0,8	0,4	0,8	2,8
Sylviculture	-0,1	-0,8	-0,1	0,2	-0,1	0,2
Industries extractives [2]	0,7	0,5	1,1	3,2	0,3	0,5
Secteur secondaire	2,8	5,1	0,6	1,4	0,9	1,1
Industries manufacturières	0,8	5,8	0,3	0,5	0,3	0,3
Bâtiments et Travaux Publics	1,1	-0,8	0,1	0,4	0,2	0,2
Autres	0,8	0,1	0,1	0,5	0,4	0,6
Secteur tertiaire	2,8	1,7	1,7	1,7	1,9	1,7
Services marchands	2,2	1,7	1,3	1,5	1,6	1,2
Services non marchands	0,6	0,0	0,4	0,2	0,3	0,5
PIB au coût des facteurs	6,8	7,3	4,1	6,9	3,8	6,3
Droits et taxes à l'importation	-0,4	-3,2	0,1	0,0	0,2	-2,0
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,4	4,1	4,2	6,9	4,0	4,3
	1,3	0,6	1,1	3,5	0,5	0,8
Secteur pétrolier [3]	5,1	3,5	3,1	3,4	3,5	3,5
Secteur non pétrolier						

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

La participation de la *sylviculture* serait marginale (0,2 point), sous l'influence de la limitation effective des exportations de grumes en Guinée Equatoriale. Néanmoins, au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo et au Gabon, la production de bois tropicaux augmenterait, en liaison avec la progression des activités de transformation. Au total, la production de grumes et de bois débités progresserait de 9,8 %, pour se fixer à 7 849 800 m³ en 2006.

S'agissant des rondins d'eucalyptus au Congo, les activités de la nouvelle société Eucalyptus Fibre Congo (EFC), qui a repris les actifs de l'ancienne société Eucalyptus du Congo (ECO), au cours de l'année 2006, seraient consacrées à la reprise effective de la production de rondins d'eucalyptus et au démarrage de la construction de l'usine de copeaux. Selon les estimations de la société, la production de rondins d'eucalyptus devrait se situer à 365 000 tonnes en 2006.

Les *industries extractives* contribueraient modestement à la croissance (0,5 point), reflétant principalement la faible progression de la production pétrolière (+3,7 % en 2006 contre 2,9 % en 2005 et 24,7 % en 2004).

Cette évolution procéderait (i) des performances croissantes du champ de Mboudi, de l'entrée en production des gisements Nsoko, Nkossa sud et Awapaloukou, du meilleur rendement des puits Yanga, Sendji, Tchendo et Likalala et de la montée en puissance des Champs Zatchi, Djambala et Émeraude, au Congo, (ii) du meilleur rendement des puits

en déplétion, notamment ceux du Rio Del Rey, consécutif aux investissements de stimulation effectués sur ces puits, et la mise en production de nouveaux champs marginaux découverts récemment dans les principaux bassins sédimentaires du pays, au Cameroun, (iii) de l'extension du gisement Zafiro et la progression de la production des champs Okoumé, Oveng et Alba, en Guinée Equatoriale, et (iv) de la bonne tenue des puits Atora, Rabi, Tchatamba, Avouna, Oloui et Baudroie au Gabon. En revanche, la production d'huiles brutes reculerait au Tchad de 3,4 %, du fait de la chute du niveau de production de Doba, après la découverte d'une forte proportion d'eau dans la nappe. La mise en exploitation de nouveaux champs, notamment celui de Nya permettrait de contenir cette baisse. En définitive, la Guinée Equatoriale resterait le premier pays producteur de pétrole brut de la Sous-région en 2006 avec une production de 18,6 millions de tonnes, devant le Congo (14,1 millions), le Gabon (13,6 millions), le Tchad (8,4 millions) et le Cameroun (4,5 millions). Au total, la production pétrolière de la CEMAC passerait de 57,1 millions de tonnes en 2005 à 59,2 millions de tonnes en 2006. Enfin, la production de méthanol en Guinée Equatoriale augmenterait de 29,8 % pour se fixer à 1 787 100 tonnes en 2006, grâce à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa.

Le concours des *industries minières* serait positif, traduisant (i) la relance des activités diamantifères en République Centrafricaine, avec la signature d'une convention avec la société sud africaine De Beers, qui a bénéficié de quatre permis de recherche et d'exploitation, les perspectives d'une large ouverture du secteur à tous les opérateurs centrafricains, la réorganisation des coopératives au sein de l'Union Nationale des Coopératives Minières Centrafricaines et le renforcement des capacités techniques et humaines des administrations en charge du contrôle et de la répression des fraudes et contrebandes, conformément au nouveau code minier entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, et (ii) l'augmentation de la production de manganèse au Gabon, induite par la montée en régime du site de production dans le cadre du programme d'investissement visant à porter la capacité de production à des niveaux élevés.

Au total, la production de diamants bruts progresserait de 15 %, passant de 383 300 carats en 2005 à 440 800 carats en 2006, tandis que celle de manganèse augmenterait de 7,1 % (3 000 000 tonnes en 2005 contre 2 800 000 tonnes un an plus tôt).

Dans le **secteur secondaire**, les *industries manufacturières* participeraient positivement à la croissance, à hauteur de 0,3 point, grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, au renforcement de la trésorerie des entreprises du fait du remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon, à l'extension des capacités de production des unités industrielles notamment dans la filière bois et à la vigueur des activités dans les branches de l'alimentaire (chocolaterie, minoterie, sucrerie, huilerie), des brasseries, des fabriques de cigarette, de la chimie, du raffinage des produits pétroliers, de la cimenterie et de la métallurgie, notamment au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Le concours des *bâtiments et travaux publics (BTP)* à la croissance serait de 0,2 %, en liaison avec la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics, des aéroports, des infrastructures routières, en particulier au Cameroun, au Congo et au Gabon, ainsi que du rééquipement des unités industrielles et du dynamisme de la construction de logements privés.

Dans le **secteur tertiaire**, les *activités commerciales, touristiques, des transports et des autres services* soutiendraient la croissance à hauteur de 1,2 point, en rapport avec la hausse des revenus des ménages, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières, la restructuration des activités maritime, portuaire, aérienne et ferroviaire, le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique, Internet) et l'expansion de la téléphonie mobile. Enfin, les *services non marchands* contribueraient à la croissance à hauteur de 0,5 point, compte tenu de l'accroissement des effectifs dans la fonction publique, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

3.- PERFORMANCES EN MATIERE D'INFLATION

En 2006, sur le **front des prix**, les tensions inflationnistes devraient sensiblement s'accroître, sous l'effet des facteurs suivants : (i) le renchérissement de l'énergie dans la plupart des pays de la CEMAC, du fait du maintien des cours du pétrole à des niveaux élevés et de la levée progressive dans les Etats des mécanismes de blocage des prix des hydrocarbures ; (ii) le relèvement d'un point de la TVA et la persistance de l'insécurité dans les zones agro-pastorales, entraînant des perturbations dans les circuits d'approvisionnement en République Centrafricaine ; (iii) la vigueur de la demande intérieure dans tous les pays ; (iv) le renchérissement des communications et des loyers au Cameroun ; et (v) dans une moindre mesure, l'entrée en vigueur d'une nouvelle tarification du transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises au Gabon.

Au 31 mars 2006, le taux de progression de l'indice global des prix à la consommation des ménages de la Sous-région s'est chiffré à 3,1 % en moyenne annuelle, contre 1,2 % à la même période de l'année précédente, et 2,9 % à fin décembre 2005. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est accru, atteignant 4,1 % au 31 mars 2006, contre 3,4 % douze mois plus tôt, et 2,5 % au 31 décembre 2005. Sur la base de ces informations, le taux d'inflation en moyenne annuelle est estimé à 3,1 % au 31 décembre 2006, contre 2,9 % un an plus tôt.

Tableau 4 : Taux d'inflation dans la CEMAC

(en moyenne annuelle)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,3	1,9	2,8
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	2,0
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,4	2,9	3,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

B. EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2006

Au cours du premier trimestre 2006, les Etats ont poursuivi l'assainissement de leurs **finances publiques**, avec d'une part, l'amélioration du rendement de l'administration fiscale qui s'est traduite par une progression des recettes budgétaires non pétrolières par rapport à la même période un an plus tôt et, d'autre part, la promotion d'une efficacité accrue et d'un meilleur contrôle des dépenses budgétaires.

Dans l'ensemble, les grandes tendances des finances publiques en 2006 seraient les suivantes :

- une hausse de 23,8 % des *recettes budgétaires*, qui représenteraient 26,2 % du PIB en 2006, contre 24,9 % en 2005, sous l'effet principalement d'une progression sensible (33,8 %) des recettes pétrolières qui atteindraient 5 049,7 milliards de francs CFA en 2006, compte tenu de la hausse des cours du baril de pétrole conjuguée à une augmentation de la production pétrolière au Cameroun, au Congo, en Guinée Equatoriale et au Gabon. En outre, les recettes non pétrolières progresseraient de 6,6 %, pour s'établir à 2 347,7 milliards en 2006, grâce à l'expansion

économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières ;

- une augmentation de 14,1 % des dépenses budgétaires, qui représenteraient 16,2 % du PIB en 2006, contre 16,7 % un an plus tôt. Cette évolution découlerait essentiellement d'un accroissement de 34,6 % des dépenses en capital, en relation principalement avec les décaissements des fonds PPTTE au Cameroun et des surplus des revenus pétroliers au Congo et au Tchad, destinés à financer les investissements dans les secteurs prioritaires. Pour leur part, les dépenses courantes progresseraient de 5,3 % pour se situer à 2 945,9 milliards en 2006, reflétant une hausse de 14,2 % des dépenses de biens qui s'élèveraient à 892,1 milliards, et de 3,8 % des dépenses de transferts et subventions qui se fixeraient à 691 milliards. Par ailleurs, les traitements et salaires enregistreraient un accroissement de 5,2 % pour atteindre 968,9 milliards en 2006, compte tenu de l'accroissement des effectifs et de la prise en charge des avancements et promotions statutaires ;
- une amélioration de l'excédent du solde primaire qui se situerait à 12,6 % du PIB en 2006, contre 11 % en 2005 ;
- une progression de l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, qui passerait de 8,2 % du PIB en 2005 à 10 % en 2006 ;
- un besoin de financement global de l'Etat, qui s'élèverait à 2 572 milliards, après la prise en compte du paiement des arriérés extérieurs de 1 757,1 milliards [4] et intérieurs de 298,9 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 814,5 milliards, de la constitution d'une provision pour le service de la dette au Tchad de 3,2 milliards, du désengagement vis-à-vis du système bancaire de 1 638,9 milliards et non bancaire de 892 milliards. Les ressources déjà identifiées pour la couverture de ce besoin de financement se chiffrent à 2 555,4 milliards, comprenant les appuis de trésorerie de 3 milliards, les prêt-projets de 212,2 milliards, les dons de 194,6 milliards et les réaménagements de la dette extérieure de 2 145,6 milliards. Il subsisterait un gap résiduel de 16,6 milliards.

Tableau 5 : Evolution du solde budgétaire, base engagements (hors dons)

(en pourcentage du PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Cameroun ⁽¹⁾	1,0	3,3	3,4	2,1	4,8	2,8
République Centrafricaine	-4,3	-5,1	-4,7	-5,5	-8,5	-
Congo	-1,0	-8,3	-0,1	3,8	17,0	3,2
Gabon	3,9	2,0	7,4	7,7	9,5	20,7
Guinée Equatoriale	15,5	12,9	13,0	11,8	21,3	10,9
Tchad	-10,1	-12,7	-12,4	-8,0	-4,6	24,9
						-1,7
CEMAC	1,4	0,7	2,9	3,1	8,2	10,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

C. BALANCES DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE

Pour l'année 2006, le solde *des transactions courantes* de la CEMAC deviendrait excédentaire, s'établissant à 1 068 milliards, soit 3,8 % du PIB, contre -149,4 milliards en 2005 (-0,6 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait notamment par une forte progression (42,7 %) de l'excédent commercial qui se situerait à 10 820 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 22,8 % (contre 24,3 % en 2005). En particulier, les prix à l'exportation enregistreraient un accroissement sensible (24,5 %), sous l'effet conjugué de la hausse des cours mondiaux du Brent (66,5 dollars le baril en 2006, contre 53,35 dollars en 2005) et du relèvement des prix des autres produits exportés. Quant au cours moyen du dollar américain, il se stabiliserait autour de 528 F CFA.

Tableau 6 : Solde des transactions courantes (transferts officiels inclus)

(en pourcentage du PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Cameroun (1)	-6,6	-6,5	-7,0	-7,3	-4,0	-1,6
République Centrafricaine	-1,7	-1,6	-2,2	-1,7	-6,3	-4,4
Congo	-0,8	6,3	14,7	20,1	14,7	16,2
Gabon	10,4	7,0	9,7	13,0	15,0	15,1
Guinée Equatoriale	-49,0	-13,5	-41,9	-26,1	-12,5	-1,4
Tchad	-33,7	-94,3	-47,0	-14,4	-13,4	-3,4
CEMAC	-7,4	-9,8	-7,9	-3,2	-0,6	3,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

Les *exportations* s'établiraient à 16 086,2 milliards en 2006, en augmentation de 30 % par rapport à 2005, en relation notamment avec la progression des ventes de pétrole brut, de café, de coton fibre, de bois tropicaux, d'aluminium, de caoutchouc naturel, de banane, de diamants bruts, de manganèse et de méthanol, consécutive à la hausse des quantités exportées et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. En revanche, les ventes de cacao reculeraient du fait de la baisse des volumes expédiés.

Les *importations* enregistreraient une hausse de 10 %, pour s'élever à 5 266,2 milliards, en liaison essentiellement avec le dynamisme du secteur non pétrolier, notamment les achats à l'extérieur dans le cadre du programme d'investissements publics et la hausse des cours du pétrole qui entraînerait un renchérissement des importations des produits pétroliers.

Le déséquilibre *de la balance des services* devrait s'aggraver pour atteindre 3 856,8 milliards en 2006, contre 3 202,8 milliards, en rapport avec le regain d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des télécommunications, ainsi que la relance du programme d'investissements du secteur pétrolier dans les domaines de la recherche et de développement, notamment au Congo.

Le déficit de la *balance des revenus* s'alourdirait de 27,1 %, se situant à 5 915,7 milliards en 2006, compte tenu principalement de la hausse des revenus des investissements privés du secteur pétrolier. Quant au solde excédentaire des *transferts sans contrepartie*, il se contracterait sensiblement, de 122,2 milliards en 2005 à 20,6 milliards un an plus tard, du fait principalement de la baisse de dons destinés au secteur public.

L'excédent du *compte de capital et d'opérations financières* chuterait de moitié, s'établissant à 469,4 milliards en 2006, contre 939,5 milliards un an plus tôt, à cause de la diminution des investissements directs et des amortissements plus importants que prévu de la dette publique extérieure.

Au total, *l'excédent global de la balance des paiements* augmenterait, passant de 1 029,5 milliards en 2005 à 1 548 milliards en 2006. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 1 953,2 milliards et d'une diminution des arriérés de paiement de 1 757,1 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 2 162,3 milliards et serait comblé partiellement par un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 2 145,6 milliards. Il en résulterait un gap résiduel de 16,7 milliards.

S'agissant de **l'endettement extérieur**, la consolidation de la situation des finances publiques se traduirait par une baisse du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires, qui reviendrait de 19,6 % en 2005 à 15,4 % en 2006. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services non facteurs et celui de l'encours de la dette sur le PIB s'amélioreraient pour se situer respectivement à 6,8 % et 34,2 % en 2006, contre 9 % et 42,6 % en 2005.

Tableau 7 : Ratios de la dette extérieure de la CEMAC

(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					Estim.	Prév.
Encours de la dette /PIB	80,0	73,0	68,2	54,7	42,6	34,2
Service de la dette /recettes budgétaires	42,0	36,9	30,5	28,0	19,6	15,4
Service de la dette/Exportations de biens et services non facteurs	21,8	19,1	15,1	12,3	9,0	6,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

En conclusion, les perspectives économiques et financières des pays membres de la CEMAC pour l'année 2006 demeurent globalement favorables et restent conformes, en tendance, aux prévisions initiales. Elles seraient caractérisées par une croissance économique soutenue, la poursuite de l'assainissement des finances publiques et une amélioration du solde extérieur courant, et ce malgré la résurgence des tensions inflationnistes.

Toutefois, ces performances demeurent largement tributaires de l'évolution du secteur pétrolier. A cet égard, les Etats membres devraient poursuivre sans relâche les réformes macroéconomiques et structurelles engagées en vue d'élargir les bases de production et d'exportation et de réaliser une croissance forte et soutenue à moyen terme, condition *sine qua non* pour lutter efficacement contre la pauvreté.

[\[1\]](#)
mondial e du mois de mai 2006)

[\[2\]](#) Les industries extractives comprennent le pétrole brut et le secteur minier (diamants, bauxite, or, etc.).

[\[3\]](#) Le secteur pétrolier est composé du pétrole brut, du pétrole raffiné et du méthanol.